



LANDES

31 janvier 2019

Une DGFIP sacrifiée...

Des agents et le service public massacrés !

Nombre d'implantations divisé par 4, -25 000 emplois en 10 ans, entre -10 000 et -20 000 sur l'ensemble du quinquennat.

Les agents des Finances Publiques en ont assez, ils et elles organisent la riposte !

Aujourd'hui, dans les Landes comme ailleurs, le prélèvement à la source vient ajouter une charge de travail considérable, sans moyens supplémentaires. L'appel du Directeur Général à tous les personnels de participer à la réussite de sa réforme et de celle de son ministre sonne comme une véritable provocation.

Chaque agent et chaque agente de la DGFIP est ainsi prié de permettre et de faciliter la privatisation de la mission de recouvrement de l'impôt sur le revenu, de scier la branche sur laquelle il ou elle est assise. Depuis 10 ans, chaque service, donc chaque agent, a vécu au moins une réforme régressive, donc une aggravation des conditions de travail.

C'est d'autant plus intolérable qu'aucune reconnaissance des efforts, voire des sacrifices consentis n'est envisagée et que l'impréparation des réformes est patente.

Cette mise en danger des personnels et des missions est inacceptable !

Les personnels de plusieurs plate-formes d'appels se sont déjà mis en grève en janvier 2019.

Dans une trentaine de départements, les blocages et les grèves fleurissent dans les centres des Finances Publiques. Dans les Landes, les agent.es débrayent ce 31 janvier, jour où les syndicats boycottent une réunion avec le directeur.

Nous n'avons plus les moyens de répondre correctement aux sollicitations des contribuables qui se multiplient au guichet, par mel, par téléphone. Pendant ce temps, la fraude fiscale explose !

En organisant cette action « **Marre d'être pendu au téléphone** », les agent.es interpellent leurs responsables administratifs pour qu'ils arrêtent de détruire les missions et les emplois, pour qu'ils arrêtent de massacrer les conditions de travail, pour qu'ils arrêtent de mentir aux contribuables lorsqu'ils disent qu'ils améliorent la qualité du service public.

Au contraire, au fil des réformes et du tout Internet obligatoire, le service public s'éloigne des citoyen.nes, c'est inacceptable.

L'intersyndicale SOLIDAIRES, CGT, FO et CFDT informe les contribuables qu'elle appelle les agent.es à prolonger leur mobilisation, y compris par la grève, dès le mois de février.

Nos revendications sont celles de tout le monde :

- **Pour l'augmentation des rémunérations**
- **Pour la défense du service public, de nos missions et de notre avenir**
- **Pour des créations d'emplois à hauteur des charges de travail**

Convergence citoyen.nes et fonctionnaires,

Imposons nos revendications ! Justice fiscale et services publics !